

VIVE LE MARXISME-LENINISME-MAOÏSME !

VIVE LA GUERRE POPULAIRE !

Organisation socialiste israélienne Matzpen

Manifeste

(mai 1967)

Le dix-neuvième anniversaire de la création de l'Etat d'Israël aura lieu ce mois-ci. Le conflit israélo-arabe n'est pas plus près d'être résolu aujourd'hui qu'il y a dix-neuf ans.

Le problème palestinien demeure une plaie ouverte au sein du Moyen-Orient ; une source incessante d'effusions de sang, de souffrances et d'injustices ; un lourd fardeau pesant sur les ressources économiques de la région ; un prétexte pour l'intervention impérialiste et l'agression militaire ; une menace grave pour la paix mondiale.

Mais ce qui est particulièrement grave, c'est la situation des Arabes palestiniens, les victimes directes de la guerre de 1948 et de la collusion entre « les ennemis bienveillants » : Ben Gourion et Abdallah. La majorité des Arabes de Palestine ont été dépossédés de leurs foyers et de leurs champs durant la guerre de 1948 et après celle-ci, et ils vivent depuis lors comme réfugiés, dans les souffrances et la détresse à l'extérieur d'Israël. Les dirigeants israéliens refusent catégoriquement de reconnaître leur droit élémentaire au rapatriement. Les Arabes qui sont restés en Israël sont victimes d'une sévère oppression économique, civique et nationale.

Durant ces dix-neuf années, Israël a été un îlot isolé au sein du Moyen-Orient, un Etat qui n'est indépendant qu'au sens formel du terme, vu sa dépendance économique et politique des puissances impérialistes, spécialement des Etats-Unis. Il a servi continuellement d'instrument de

ces puissances contre la nation arabe et contre les forces progressistes du monde arabe. Ce rôle de la politique officielle israélienne s'est manifesté le plus clairement (mais ce ne fut pas la seule occasion) en 1956, lorsque le gouvernement israélien s'est joint à l'impérialisme anglo-français dans une collusion agressive contre l'Egypte, fournissant même à ces puissances le prétexte d'une intervention militaire.

L'état de guerre et d'hostilités entre Israël et ses voisins arabes s'est poursuivi depuis dix-neuf ans et les dirigeants sionistes d'Israël n'ont aucune perspective réelle de modifier cette situation. La politique israélienne est dans l'impasse.

La crise économique actuelle en Israël, qui a entraîné un chômage important dans la classe laborieuse et qui soumet les masses populaires à une pénible épreuve, sert à souligner le fait qu'Israël ne peut continuer à exister longtemps sous sa forme présente, en tant qu'Etat sioniste, coupé de la partie du monde où il se situe.

Ainsi la situation actuelle est contraire aux intérêts des masses arabes : Israël, sous sa forme actuelle, constitue un obstacle important à la lutte de ces masses contre l'impérialisme et pour l'unité socialiste arabe. Le maintien du statu quo est également contraire aux intérêts des masses israéliennes.

sein d'un Etat sioniste dont le but avoué est non pas de servir d'expression politique de sa propre population, mais comme tête de pont, instrument politique et destination de l'immigration des Juifs du monde entier. Le caractère sioniste d'Israël est également contraire aux véritables intérêts des masses israéliennes, parce qu'il signifie que le pays se trouve dans une dépendance constante de forces extérieures.

Nous estimons, par conséquent, qu'une solution du problème requiert la désionisation d'Israël. L'Etat d'Israël doit subir une profonde transformation révolutionnaire, de sorte que cet Etat sioniste (c'est-à-dire Etat des Juifs du monde entier) devienne un Etat socialiste représentant les intérêts des masses qui s'y trouvent.

En particulier, la « loi du retour » (qui accorde à tout Juif du monde le droit absolu et automatique d'immigrer en Israël et en devenir un citoyen) doit être abrogée. Chaque demande d'immigration en Israël sera jugée à ce moment séparément sur ses mérites propres, sans discrimination aucune de nature raciale ou religieuse.

Le problème des réfugiés arabes de Palestine est l'aspect le plus douloureux du conflit israélo-arabe.

Nous sommes donc d'avis que tout réfugié qui désire retourner en Israël doit être mis en mesure de le faire ; dans ce cas, il devrait obtenir une réhabilitation économique et sociale intégrale. Les réfugiés qui choisiraient librement de ne pas être rapatriés seraient intégralement indemnisés pour la perte de propriété et les souffrances personnelles subies.

En outre, tous les lois et règlements ayant pour objet d'exercer une discrimination envers la population arabe d'Israël, de l'opprimer et d'exproprier ses terres doivent être abrogés. Toutes expropriations et tous dommages (relatifs à la terre, à la propriété et à la personne) causés suite à ces lois et règlements doivent être intégralement dédommagés.

La désionisation d'Israël implique également que soit mis fin à la politique extérieure sioniste qui sert l'impérialisme. Israël doit prendre une part active à la lutte des Arabes contre l'impérialisme et pour l'établissement d'une unité socialiste arabe.

La colonisation sioniste de la Palestine se différencie de la colonisation d'autres pays sous un rapport essentiel : alors que dans d'autres pays les colons ont fondé leur économie sur l'exploitation du travail des autochtones, la colonisation de la Palestine a été réalisée par le remplacement et l'expulsion de la population indigène.

Ce fait a engendré une complication unique en son genre du problème palestinien. A la suite de la colonisation sioniste s'est formée en Palestine une nation hébraïque avec ses propres caractéristiques nationales (langue commune, économie séparée, etc.). Qui plus est, cette nation connaît une structure de classe capitaliste ; clic se divise en exploités et exploités, bourgeoisie et prolétariat.

L'argument que cette nation s'est formée artificiellement et aux dépens de la population arabe indigène ne change rien au fait que cette nation hébraïque existe à présent. Ce serait une erreur désastreuse que d'ignorer ce fait.

La solution du problème palestinien doit non seulement redresser les torts dont les Arabes de Palestine ont été les victimes, mais également garantir l'avenir national des masses hébraïques. Ces masses ont été amenées en Palestine par le sionisme, mais elles ne sont pas responsables des actions du sionisme. Tenter de punir les travailleurs et les masses populaires d'Israël pour les péchés du sionisme ne peut résoudre le problème palestinien, mais seulement occasionner de nouveaux malheurs.

Ceux des dirigeants nationalistes arabes qui en appellent à une jihad [guerre sainte] pour la libération de la Palestine ignorent le fait que, même si Israël était vaincu militairement et cessait d'exister en tant qu'Etat, la nation hébraïque existerait encore. Si le problème de l'existence de cette nation n'est pas résolu correctement, une situation de conflit national dangereux et prolongé sera créée à nouveau, ce qui causera une effusion de sang et des souffrances infinies et servira de nouveau prétexte à l'intervention impérialiste.

Ce n'est pas une coïncidence que les dirigeants qui préconisent pareille « solution » s'avèrent également incapables de résoudre le problème kurde.

De plus, il faut comprendre que les masses israéliennes ne seront délivrées de l'influence du sionisme et ne lutteront contre lui qu'à moins que les forces progressistes du monde arabe ne leur présentent une perspective de coexistence sans oppression nationale.

L'Organisation socialiste israélienne estime par conséquent

qu'une solution véritable du problème palestinien requiert la reconnaissance du droit de la nation hébraïque à l'autodétermination.

Autodétermination ne signifie pas nécessairement séparation. Au contraire, nous sommes d'avis qu'un petit pays pauvre en ressources naturelles, tel qu'Israël, ne peut exister en tant qu'entité séparée. Une seule alternative s'offre à lui : ou bien continuer à dépendre des puissances étrangères, ou bien s'intégrer dans une union régionale.

// s'ensuit que la seule solution conforme aux intérêts des masses arabes, autant que des masses israéliennes, est l'intégration d'Israël en tant qu'unité dans une union économique et politique du Moyen-Orient sur la base du socialisme.

Dans un pareil cadre, la nation hébraïque sera à même de mener sa propre vie nationale et culturelle sans mettre en péril le monde arabe et sans que sa propre existence soit menacée par les Arabes. Les forces des masses israéliennes rejoindront celles des masses arabes dans une lutte commune pour le progrès et la prospérité.

Nous estimons, par conséquent, que le problème* palestinien, de même que d'autres problèmes essentiels du Moyen-Orient, ne peut être résolu que dans le cadre d'une Union du Moyen-Orient.

L'analyse théorique et l'expérience pratique montrent toutes les deux que l'unité arabe ne peut se faire et exister de manière durable que dans la mesure où elle aura un caractère socialiste.

On peut donc résumer la solution que nous proposons par la formule : désionisaïion d'Israël et son intégration dans une Fédération socialiste du Moyen-Orient.

Nous sommes d'avis que le problème de l'avenir politique des Arabes palestiniens devrait également être résolu dans le cadre décrit ci-dessus.

Certains estiment que la justice exige la création d'une entité politique spéciale des Arabes de Palestine. Notre opinion est que cette question doit être décidée par les Arabes palestiniens eux-mêmes, sans ingérence extérieure.

Cependant, nous pensons que ce serait une grave erreur de poser le problème de l'avenir politique des Arabes palestiniens séparément et indépendamment de la question de l'union socialiste arabe.

Les Arabes palestiniens sont à présent aux premiers rangs de la lutte pour l'unité. Si on devait leur présenter un objectif séparé et indépendant, la cause de l'unité arabe pourrait en subir de sérieux dommages. De même, la création d'un petit Etat arabe séparé n'est pas conforme aux intérêts de la nation arabe, y compris du peuple arabe de Palestine.

Par conséquent, nous sommes d'avis que si les Arabes de Palestine se prononcent pour la création d'une entité politique propre, les dispositions politiques et territoriales nécessaires devraient être prises dans le cadre de la formation d'une Fédération socialiste du Moyen-Orient. Les pays qui détiennent actuellement des portions du territoire de la Palestine — Israël,

la Jordanie, et l'Égypte — devraient contribuer en particulier à un pareil règlement.

Nous en appelons aux forces socialistes révolutionnaires des pays arabes et des autres pays, afin qu'elles prennent en considération le programme présent qui est le nôtre, et entament une large discussion en vue de mettre au point une position commune sur les problèmes du Moyen-Orient.